

## Après quelques années d'assoupissement, la politique étrangère de Trump et la dérive interventionniste de Poutine en Syrie ont à nouveau mis en relief des conflits de longue date, non résolus.

*Antoni Segura i Mas*, professeur d'Histoire contemporaine à l'Universitat de Barcelona et président du CIDOB.

# LE RETOUR DES CONFLITS SANS FIN

En 2011, un mouvement d'autonomisation politique, qui se préparait depuis des années mais qui a été déclenché par des abus de pouvoir scandaleux (confiscation par la police du chariot de fruits d'un jeune Tunisien ; meurtre d'un internaute égyptien ; arrestation de mineurs pour avoir peint des slogans contre le pouvoir en Syrie...), a secoué les sociétés des pays arabes. C'était le *Printemps arabe* ou les révoltes de la dignité, qui ont eu pour précédents les intifada de 2005 et 2010 à Laâyoune (pour Noam Chomsky, la première des révoltes) et les protestations contre le trucage des élections iraniennes par Mahmoud Ahmadinejad en 2009.

Les résultats des soulèvements ont été très divers, et seule la Tunisie a connu une transition politique successivement assaillie par les attentats contre le secteur du tourisme et les forces de sécurité, la crise économique, la corruption, le chômage et la dette publique, la décomposition d'Ennahda face à la dérive autoritaire de son leader, Rached Ghannouchi, et la crise sanitaire de Covid-19. En octobre 2019, Kaïs Saïed, un indépendant populiste conservateur, est élu président (72,7 % des voix). En juillet 2021, il dissout le Parlement, proclame l'état d'urgence en invoquant un « danger imminent », destitue le premier ministre et le remplace par une femme, Najla Bouden, une décision inhabituelle pour un pays arabe. Dans le même temps, il renforce le pouvoir présidentiel, en annonçant qu'il légifèrera par décret et réformera la Cour suprême et la Constitution. Un « tournant autoritaire » qui pourrait conduire à un « état d'urgence permanent », comme affirme Khadija Mohsen-Finan.

Dans les autres pays, la transition a été noyée dans le sang (Bahreïn), ou bien a débouché sur un coup d'État militaire (Égypte), ou même a abouti à des États défailants ou à des guerres aux implications internationales (Libye, Syrie, Yémen), et pour d'autres, allant même jusqu'à une sorte de métamorphose lampédusienne, qui a laissé les monarchies régnautes avec les mêmes pouvoirs qu'auparavant (Maroc, Jordanie). Dans d'autres cas encore, le mécontentement a eu des effets différés et n'a pas toujours porté ses fruits (Algérie, Soudan). Les monarchies pétrolières se sont révélées invulnérables à la vague de mécontentement populaire, à l'exception de quelques timides protestations, rapidement réprimées.

Les soulèvements étaient également une réponse au modèle de relations imposé par les pays occidentaux après le 11 septembre 2001 : soutenir les dictatures et les régimes théocratiques pour soi-disant freiner la montée de l'islam politique. Comme précédent, l'Occident a soutenu le coup d'État en Algérie, le 12 janvier 1992, en prétendant que cela empêcherait l'établissement d'un état islamique, qui abolirait les acquis démocratiques et les droits civils obtenus sous Chadli Bendjedid (président entre 1978 et 1992). En somme, il s'agissait de nier les droits, les libertés et le développement socio-économique des populations arabes, afin de garantir un *statu quo* qui profiterait aux pays occidentaux sous la forme de ressources énergétiques bon marché, d'une production manufacturière et d'une main-d'œuvre immigrée à faible coût, et de fournir des prisons secrètes où les suspects de terrorisme pourraient être interrogés sans avoir à respecter l'État de droit. Le 11-S a ainsi ou-

vert une période d'impunité pour de nombreux dictateurs, et pas seulement dans les pays arabes (Vladimir Poutine a détruit Grozny et intensifié la « guerre sale » en Tchétchénie sous le silence des États-Unis, absorbés par l'occupation d'Afghanistan et d'Irak).

Au cours des deux premières décennies de ce siècle, les démocraties libérales ont vu proliférer les mouvements populistes, xénophobes et d'extrême droite et se multiplier les mesures de sécurité qui n'ont pas empêché les attentats d'Al Qaïda et d'État islamique (EI) en Europe (Madrid, 2004 ; Londres, 2005 ; Paris, 2015 ; Bruxelles, 2016 ; Barcelone, 2017) et dans les pays musulmans, où la plupart d'entre eux ont eu lieu et où ils ont produit le plus de victimes (Afghanistan, Pakistan, Irak, Yémen...). Au cours de la deuxième décennie, les intérêts géopolitiques américains se sont déplacés vers la zone indopacifique, où la Chine est perçue comme une menace pour l'hégémonie des États-Unis, de sorte que Washington a réduit sa présence au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. En Libye, ils laissent une grande partie du premier rôle à la France et au Royaume-Uni, ainsi qu'au début de la guerre en Syrie, et même au Yémen, où Washington conseille la coalition dirigée par Riyad. Le retrait stratégique des États-Unis a ouvert la porte à de nouveaux acteurs en Syrie, surtout après l'erreur stratégique de Barack Obama de fixer comme ligne rouge d'intervention l'utilisation d'armes chimiques par Bachar al Assad. Poutine accepte la destruction des armes chimiques syriennes, en échange d'éviter une intervention américaine et de sécuriser le régime syrien. Il en résulte une plus grande implication de la Russie et de la Turquie à partir de 2014, qui jouent leurs cartes : Ankara, pour empêcher la consolidation en Syrie d'une autonomie kurde comme celle de l'Irak ; Moscou, pour renforcer l'alliance avec Al Assad, et indirectement avec l'Iran, et pour maintenir les bases de Tartous (navale) et de Khmeimim (aérienne). Avec Donald Trump, le retrait stratégique de la Syrie est encore plus évident.

### **LE RETOUR DES ANCIENS CONFLITS NON RÉSOLUS DANS UN NOUVEAU CADRE GÉOPOLITIQUE RÉGIONAL**

La répression des révoltes arabes, l'émergence de l'EI et son expansion brutale, la déclaration du califat à Mossoul (juin 2014) et la guerre de Syrie obscurcissent pour un temps les conflits ouverts au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Cependant, la politique étrangère insensée de Donald Trump (2016-2020) et la dérive interventionniste de Poutine en Syrie mettent à nouveau en relief des conflits de longue date non résolus. Ceux-ci réapparaissent avec force dans un nouveau cadre géopolitique régional défini par le retrait géostratégique partiel des États-Unis, l'implication accrue de la Russie, la prééminence de la Turquie, qui cherche à se consolider en tant que puissance régionale, la lutte pour l'hégémonie au Moyen-Orient entre Riyad et Téhéran, sous couvert de l'opposition séculaire entre sunnisme et chiisme et la quasi-disparition de l'influence de l'Union européenne. À cela s'ajoute l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui provoque de graves dysfonctionnements sur les marchés de l'énergie (l'OPEP a annoncé qu'elle augmentera le pompage de pétrole de 650 000 barils par jour en juillet

## **Le nouveau cadre géopolitique régional est défini par le retrait partiel des USA, l'implication de la Russie, le rôle de la Turquie, la lutte entre Riyad et Téhéran et la quasi-disparition de l'UE**

et août, soit 50 % de plus que ces derniers mois, mais insuffisamment pour couvrir la contribution russe) et une perturbation et une instabilité du marché des céréales (la Russie et l'Ukraine fournissent 30 % du blé et de l'orge et 20 % du maïs dans le monde) qui touchent gravement des pays comme la Tunisie, l'Égypte et le Yémen (où des millions de personnes vivent dans une situation d'insécurité alimentaire et souffrent de faim). Enfin, la guerre oblige également les pays arabes à choisir entre se mettre à dos la Russie ou leurs partenaires euroaméricains.

Le président Trump mène une politique étrangère profondément déstabilisante : le 6 décembre 2017, il reconnaît Jérusalem comme capitale d'Israël et ordonne le transfert de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem, contrevenant ainsi à la résolution 478 de 1980 du Conseil de sécurité de l'ONU qui recommande de retirer « ces représentations de la Ville Sainte » ; le 9 mai 2018, il rompt l'accord sur le nucléaire iranien ; le 25 mars 2019, il proclame la souveraineté israélienne sur le plateau du Golan syrien ; le 2 janvier 2020, a lieu une frappe aérienne contre Ghassem Soleimani, commandant de la Force Al Qods du Corps des gardiens de la révolution islamique d'Iran et officier militaire de confiance du Guide suprême Ali Khamenei ; le 4 février 2020, a lieu la présentation de l'Accord du siècle sur le Moyen-Orient qui, avec l'assentiment de Riyad, laisse la vallée du Jourdain aux mains d'Israël et compense avec 50 milliards d'euros sur 10 ans – d'un fonds saoudien – les Palestiniens pour construire un pseudo-État à Gaza et dans une Cisjordanie diminuée et aider les réfugiés qui doivent renoncer au retour stipulé dans la résolution 194 de l'ONU du 11 décembre 1948 ; mi-août-septembre 2020, il annonce l'établissement de relations diplomatiques entre les Émirats arabes unis (EAU) et le Bahreïn avec Israël ; 10 décembre 2020, et après avoir perdu les élections, il reconnaît la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, en échange de la normalisation des relations du royaume alaouite avec Israël. Les décisions de Trump ne modifient pas sur le fond – mais sur la forme – les positions de Washington sur les différents conflits qui, à l'exception de l'Iran, sont largement partagées par les récentes administrations démocrates et républicaines.

### **CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN**

Pour ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, Trump a attisé un feu qui brûlait déjà très fort. En avril-mai 2021, peu avant que Naftali Bennett ne remplace Benjamin Nétanyahou au gouvernement après 12 ans au poste de premier ministre (2009-2021), une énième crise a



Des Palestiniens protestent contre les forces israéliennes après la prière du Vendredi dans la mosquée Al Aqsa. Jérusalem, 23 avril 2022. MOSTAFA ALKHAROUF/ANADOLU AGENCY VIA GETTY IMAGES

éclaté à propos de l'expulsion du quartier de Cheikh Jarrah, des familles palestiniennes qui avaient déjà été expulsées de Jaffa et Haïfa en 1948. L'expulsion a laissé tout le périmètre de Jérusalem-Est aux mains des juifs et a ainsi fermé le cercle sur les familles palestiniennes de l'intérieur de la ville. Des manifestations palestiniennes éclatent et, le 10 mai, la Marche du Drapeau a lieu pour commémorer l'occupation de Jérusalem-Est pendant la guerre des Six Jours. Les premiers affrontements entre manifestants palestiniens et juifs éclatent et les forces de sécurité israéliennes prennent d'assaut la mosquée Al Aqsa, blessant plus de 200 personnes. Dès lors, de violents affrontements (plus de 250 morts) éclatent et vont durer 11 jours : le Hamas et Djihad Islamique tirent des roquettes sur les villes israéliennes et l'armée israélienne bombarde Gaza. La confrontation avec les Palestiniens est à nouveau un élément de cohésion – probablement le seul – de la société politique israélienne, en attendant la formation d'un gouvernement.

La crise de 2021 n'est pas comparable aux précédentes : cette fois-ci, les arabes ayant la citoyenneté israélienne (21 % de la population totale) revendiquent qu'ils sont aussi Palestiniens et manifestent en faveur des expulsés et contre les actions des forces de sécurité. En Galilée, à Haïfa et ailleurs, on assiste à des affrontements entre colons juifs et Arabes israéliens et à des attaques contre des synagogues et des mosquées. Le modèle des « deux États » semble définitivement mort face à la passivité de Joe Biden, qui a opposé son veto à toute résolution condamnatrice de l'ONU, à l'impuissance

de l'UE et au silence de la communauté internationale, tandis que Nétanyahou détruisait les infrastructures de la bande de Gaza et massacrait la population sans témoins, les premières cibles des avions israéliens étant la tour de l'Associated Press et le siège d'Al Jazeera.

En mai 2022, les tensions se sont poursuivies: la Haute Cour israélienne a continué d'autoriser le déplacement forcé de Palestiniens en Cisjordanie, les forces israéliennes ont intensifié leurs incursions meurtrières dans les villes palestiniennes, à Jérusalem-Est, quelque 600 colons ont pris d'assaut l'enceinte de la mosquée Al Aqsa (5 mai), nouvelle provocation des ultranationalistes lors de la Marche du Drapeau (29 mai). Le 11 mai, un raid militaire israélien à Jénine a entraîné la mort de la journaliste américano-palestinienne d'Al Jazeera, Shireen Abou Akleh, qui a reçu une balle dans la tête.

### SAHARA OCCIDENTAL

Un autre conflit de longue date qui est revenu aux actualités après des années de silence est celui du Sahara occidental, avec la surprise du revirement du gouvernement espagnol le 14 mars 2022, lorsque le président, Pedro Sánchez, a envoyé au roi du Maroc, Mohammed VI, une lettre dans laquelle il appréciait « la proposition marocaine d'autonomie présentée en 2007 comme la base la plus sérieuse, crédible et réaliste pour la résolution » du conflit et prônait « l'approfondissement de la relation privilégiée entre nos deux pays [...] pour faire face ensemble (sic.) aux défis communs, notamment la coopération [dans la] (sic.) gestion des flux migratoires en Méditerranée et dans l'Atlantique [...] Toutes ces actions seront menées afin de garantir la stabilité et l'intégrité territoriale de nos deux pays ». Les raisons invoquées pour justifier le changement de position de l'Espagne au cours des 46 dernières années – soutenir le Plan de paix des Nations

# Le changement de position de l'Espagne sur le Sahara occidental a déclenché un séisme géopolitique, au moment même où l'invasion de l'Ukraine rend le gaz algérien plus nécessaire que jamais

unies, qui prévoit la tenue d'un référendum d'autodétermination – sont surprenantes, de même que l'annonce ait été faite par le gouvernement marocain plutôt que par le gouvernement espagnol. Il s'agit d'un changement radical fondé sur cette volonté (espagnole) de « coopération dans la gestion des flux migratoires » et de « garantir la stabilité et l'intégrité territoriale » (allusion à Ceuta et Melilla) qui, toutefois, ne fait pas l'objet d'un engagement explicite de la part du Maroc et a profondément irrité l'Algérie, deuxième fournisseur de gaz de l'Espagne, après les États-Unis.

En 1975, avec les Accords tripartites de Madrid, l'Espagne cédait l'administration – et non la souveraineté, car celle-ci appartient toujours aux peuples colonisés – du Sahara occidental au Maroc et à la Mauritanie, qui ont occupé l'ancienne colonie. Nouakchott a cédé la partie sud du territoire en 1979, et en 1991, après 15 ans de guerre, le Front Polisario (Front populaire de libération de Saguia el Hamra et Rio de Oro) et le Maroc ont accepté un cessez-le-feu et le Plan de paix des Nations unies. Le Maroc a toujours eu le soutien de la France et des États-Unis, qui disposent d'une base militaire (Africom) près de Tan Tan, pour lutter contre le terrorisme en Afrique. Le maintien du *statu quo* a également favorisé Rabat, qui occupe la partie utile du territoire où ils ont investi de fortes sommes pour attirer des centaines de milliers de Marocains, construit un mur qui limite la capacité opérationnelle du Polisario et réprimé durement les protestations et les intifadas qui ont eu lieu à Laâyoune et dans d'autres localités. De plus, la démographie joue en faveur du Maroc (37 millions d'habitants contre quelques centaines de milliers de Sahraouis).

Bien qu'il ait accepté le Plan de paix, le Maroc s'est toujours opposé à la tenue du référendum. À la mise à jour effectuée par la MINURSO (Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental) du recensement espagnol de 1974 (73 497 personnes) à la fin des années 1990, qui a donné un total de 86 386 personnes remplissant les conditions pour participer au référendum, Rabat a opposé quelque 140 000 revendications de personnes qui demandent également le droit de vote. Le problème n'est pas technique, mais politique : un référendum avec 86 386 électeurs conduirait à l'indépendance, avec les allégations d'annexion.

Le conflit est resté assoupi pendant des années, même après le 13 novembre 2020, lorsque le Front Polisario a de nouveau déclaré la guerre au Maroc suite à l'invasion de Guerguerat. Mais en mars 2022, les États-Unis ont réitéré leur soutien aux thèses marocaines, tout comme l'Allemagne, et l'Espagne a rompu sa neutralité en acceptant le plan d'autonomie, qui ne s'écarte pas formellement du droit international, puisque la résolution 1783 du Conseil de sécurité de 2007 « salue les efforts sérieux et crédibles du Maroc pour faire avancer le processus vers une solution », basée sur une autonomie qui

devrait être accordée par les parties et votée par référendum. La décision espagnole a été précédée de réunions bilatérales entre la sous-secrétaire d'État américaine, Wendy Sherman, le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, et le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita. Toutefois, les raisons de ce changement d'attitude n'ont pas été bien expliquées, et le Front Polisario ou d'autres parties intéressées n'ont pas été informés, comme l'Algérie, qui a suspendu le 8 juin l'Accord d'amitié, de bon voisinage et de coopération signé avec l'Espagne le 8 octobre 2002, ainsi que les relations commerciales, bien que la pression de l'UE ait obligé Alger à rectifier la situation peu après.

Bref, un séisme géopolitique à l'heure où l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les sanctions imposées par l'UE à Moscou rendent le gaz algérien plus nécessaire que jamais. Trois pipelines répondent à cette demande : Pedro Durán Farell, qui relie l'Algérie à l'Espagne et au Portugal via le Maroc (fermé le 1 novembre 2021 en raison des tensions entre l'Algérie et le Maroc) ; Enrico Mattei, qui relie l'Algérie à l'Italie via la Tunisie et transporte 22 milliards de mètres cubes par an ; et Medgaz, qui relie l'Algérie et l'Espagne par voie maritime et transporte huit milliards de mètres cubes par an. Le président Abdelmadjid Tebboune a clairement indiqué que l'Algérie travaillerait en étroite collaboration avec son ami traditionnel, l'Italie, son principal acheteur de gaz. Et si l'approvisionnement en gaz de l'Espagne semble garanti, il reste à voir quel sera le prix du gaz algérien après ce changement de position. Deux mois après l'Espagne, le 11 mai 2022, les Pays-Bas et la Turquie ont montré leur soutien au plan d'autonomie du Maroc pour le Sahara occidental. Espérons que la *realpolitik* ne mette pas fin aux droits légitimes des Sahraouis.

## CHYPRE

Et une dernière petite note sur Chypre. L'île a rejoint l'UE en 2004, mais est divisée depuis 1974 entre la République turque de Chypre du Nord (RTCN, 1983), reconnue uniquement par Ankara, et la République de Chypre. La législation européenne ne s'applique qu'à la partie de l'île placée sous le gouvernement internationalement reconnu et est suspendue dans la RTCN. Après la dissolution de l'URSS, un système fiscal très permissif a attiré les capitaux russes, qui ont été blanchis dans la construction et le tourisme, mais la crise de 2008-2014 a forcé un prêt et un renflouement, en échange de l'autorisation accordée à Gazprom et à Noble Energy de participer à l'exploration du plateau gazier *offshore*. Ceci irrite ses voisins, notamment la Turquie, qui estime que l'exploitation doit être conjointe. Les sanctions actuelles contre la Russie frappent également le paradis fiscal chypriote. À la fin de la première décennie de ce siècle, l'ONU a parrainé des négociations pour réunifier l'île, qui ont été annulées en 2017 sans progrès./